

Questions au Feuilleton

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): 1. 25

a)	b)
<i>Le ministère des Affaires extérieures</i>	
M ^{lle} B. Meagher.....	Ambassadeur à Stockholm
M ^{lle} H. D. Burwash.....	Directrice associée—Relations scientifiques et problèmes d'environnement
M ^{lle} M. McPherson.....	Directrice, Nations Unies (Affaires politiques et institutionnelles)
<i>Le ministère de la Justice</i>	
M ^{me} Eileen Mitchell Thomas, c.r.....	Conseiller juridique II
M ^{lle} Edyth MacDonald, c.r.....	Conseiller juridique II
M ^{lle} Norma Christie, c.r.....	Conseiller juridique II
M ^{lle} Elizabeth A. McFadyen.....	Directeur, Bureau régional d'Edmonton
<i>Le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration</i>	
M ^{me} Jean Edmonds.....	Directeur général, Région des Prairies, Division des Opérations
<i>Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social</i>	
D ^r Marie J. Ferrari.....	Médecin administrateur 1
D ^r Mary E. Habgood.....	Médecin administrateur 3
D ^r Dorothy L. Hall.....	Médecin administrateur 1
D ^r Harriet F. Lettau.....	Médecin administrateur 3
D ^r Martha C. Mally.....	Médecin administrateur 2
D ^r Madelaine Maykut.....	Médecin administrateur 2
D ^r Monique Savoie.....	Médecin administrateur 5
D ^r Caroline P. Scott.....	Médecin administrateur 3
D ^r Wilma G. Steward.....	Médecin administrateur 3
<i>Le Bureau du Conseil privé</i>	
M ^{lle} P. A. McDougall.....	Secrétaire adjointe du cabinet (Opérations gouvernementales)
<i>Statistique Canada</i>	
M ^{lle} Jennie Podoluk.....	Directeur, Service des recherches sur les finances des consommateurs
<i>Le ministère des Affaires des Anciens combattants</i>	
D ^r A. A. Bratjakin.....	Médecin spécialiste, Hôpital Sainte-Anne, Sainte-Anne-de-Bellevue
D ^r E. D. Gardner.....	Psychiatre, Hôpital Westminster, London, Ont.
D ^r J. A. K. MacDonell.....	Médecin senior des Services de traitement, Hôpital Deer Lodge, Winnipeg
D ^r M. Oesterreicher.....	Spécialiste de la médecine thoracique, Hôpital Sainte-Anne, Sainte-Anne-de-Bellevue
D ^r E. Pollonetsky.....	Préposé aux réclamations des anciens prisonniers de guerre, Commission canadienne des pensions, Ottawa

LE PERSONNEL DU BUREAU DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR**Question n° 510—M. Schellenberger:**

Quels sont les noms des personnes qui étaient employées, attachées ou prêtées au bureau du président du Conseil du Trésor a) le 30 juin 1972, b) le 30 octobre 1972, c) le 8 janvier 1973 et, dans chaque cas, (i) quelles étaient les fonctions de la personne, (ii) quel était son traitement?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): a) et b) Beaulac, A. G., Directeur du cabinet, \$12,500 à \$15,000; Bedard, D., Personnel de soutien—Temps partiel, \$2,610; Cornblat, E., Secrétaire particulière, \$10,000 à \$12,500; Charlebois, J., Personnel de soutien, \$8,903 à \$10,603; Dowdall, F. M., Personnel de soutien, \$10,942 à \$12,024; Francœur, P., Personnel de soutien, \$7,105 à \$7,810 + 7 p. 100; Gravell, M. E. B., Personnel de soutien, \$6,388 à \$7,021; Rochon, J. J., Adjoint spécial, \$7,500 à \$10,000; Rutledge, B. D., Personnel de soutien, \$5,225 à \$5,741; Tourangeau, M. A. M., Personnel de soutien, \$7,105

[M. Forrestall.]

à \$7,810 + 7 p. 100; Saumur, L. M., Personnel de soutien, \$7,105 à \$7,810 + 7 p. 100; Stikeman, J. A., Adjoint spécial, \$10,000 à \$12,500; Ward, R., Adjoint diplômé, \$125 par semaine; c) Beaulac, A. G., Directeur du cabinet, \$12,500 à \$15,000; Bedard, D., Personnel de soutien—Temps partiel, \$2,610; Cornblat, E., Secrétaire particulière, \$10,000 à \$12,500; Charlebois, J., Personnel de soutien, \$9,348 à \$11,133; Dowdall, F. M., Personnel de soutien, \$11,489 à \$12,625; Francœur, P., Personnel de soutien, \$7,460 à \$8,200 + 7 p. 100; Gravell, M. E. B., Personnel de soutien, \$6,707 à \$7,373; Mehta, F., Personnel de soutien, \$8,569 à \$9,415 + 7 p. 100; Rochon, J. J., Adjoint spécial, \$10,000 à \$12,500; Rutledge, B. D., Personnel de soutien, \$5,486 à \$6,028; Tourangeau, M. A. M., Personnel de soutien, \$7,460 à \$8,200 + 7 p. 100; Saumur, L. M., Personnel de soutien, \$7,460 à \$8,200 + 7 p. 100; Stikeman, J. A., Adjoint spécial, \$12,500 à \$15,000.

L'EMPLOI DE L'AVOCAT CLAUDE-ARMAND SHEPPARD**Question n° 562—M. Wagner:**

1. Entre le 30 juin 1968 et le 30 octobre 1972, quels ministères ou organismes gouvernementaux ont requis les services juridiques de l'avocat Claude-Armand Sheppard?

2. Durant cette période, quelles sommes d'argent ont été versées par le gouvernement, l'un ou l'autre de ses ministères, l'une ou l'autre de ses commissions d'enquête, ou encore par une corporation de la Couronne, à l'avocat Claude-Armand Sheppard a) en honoraires, b) en déboursés et c) en frais de voyage?

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Tous les ministères et organismes gouvernementaux m'informent comme suit: 1. Aucun.

2. Sans objet.

LA PROVENANCE DES FONDUS UTILISÉS PAR LA BELL CANADA**[Français]****Question n° 573—M. Allard:**

1. Quel pourcentage des montants employés par la compagnie Bell Canada pour le financement de ses développements provient a) d'emprunts et b) d'émissions d'obligations?

2. Quelle serait la comparaison avec les montants obtenus et employés à l'augmentation des taux?

L'hon. Gérard Pelletier (ministre des Communications):

1. Ces renseignements sont disponibles dans le Rapport Annuel 1972 de la compagnie Bell Canada.

2. Il n'existe pas de relation directe entre les montants obtenus et employés et l'augmentation des taux.

LES SERVICES D'AVOCATS NE RELEVANT PAS DE LA FONCTION PUBLIQUE**[Traduction]****Question n° 659—M. Lawrence:**

A l'exclusion du ministère de la Justice et de la Société centrale d'hypothèques et de logement, quels sont les ministères, commissions du gouvernement ou de la Couronne du chef du Canada, qui retiennent, dans le sud de l'Ontario, les services d'études d'avocats ou d'avocats qui ne relèvent pas de la Fonction publique?

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): L'Auditeur général, le ministère de la Consommation et des Corporations, la Société Radio-Canada, la société du crédit agricole, l'Office national de l'énergie, la Commission d'assurance-chômage.